

## LE VOYAGE AU CONGO OU COMMENT GIDE DEVIENT UN *INTELLECTUEL*

Qu'est-ce qu'un *intellectuel* ? se demande Maurice Blanchot :

Ce n'est pas le poète ni l'écrivain, ce n'est pas le philosophe ni l'historien, ce n'est pas le peintre ni le sculpteur, ce n'est pas le savant, fût-il enseignant. [...] C'est une part de nous-mêmes qui, non seulement nous détourne momentanément de notre tâche, mais nous retourne vers ce qui se fait dans le monde pour juger ou apprécier ce qui s'y fait. [...] En retrait du politique, il ne s'en retire pas, il n'y prend pas sa retraite, mais il essaie de maintenir cet espace de retrait et cet effort de retirement [...], comme un guetteur qui n'est là que pour veiller, se maintenir en éveil, attendre par une attention active où s'exprime moins le souci de soi-même que le souci des autres (1).

Cette acception de l'*intellectuel* nous semble particulièrement propre à éclairer la mutation de Gide provoquée par son premier voyage en Afrique noire. Contraint par les événements, et surtout par une obligation morale irrépressible, il s'est alors détourné volontairement de son domaine artistique, pour parler et agir au nom d'une cause supérieure qui n'était plus directement de sa compétence.

★

Jusqu'en 1925, André Gide s'était obstinément refusé d'entrer dans les combats des *intellectuels*. Entré en littérature à l'époque

---

(1) Maurice Blanchot, « Les intellectuels en question », *Le Débat*, n. 29, mars 1984, p. 5-6.

d'un symbolisme qui tourne résolument le dos aux contingences de l'histoire, et investi d'une conception mallarméenne de la cléricature du Poète, il avait choisi d'être un artiste. En 1935, il s'en expliquera en ces termes :

Nous rêvions, en ce temps, des œuvres d'art en dehors du temps et des « contingences ». Il n'y avait chez nous, à propos des questions sociales, point tant ignorance et aveuglement que mépris ; un mépris né d'une méprise. Tout ce qui n'était que relatif (au temps, aux lieux, aux circonstances) nous paraissait indigne de l'attention d'un artiste ; en tout cas, nous prétendions maintenir à distance, soigneusement écartées de l'œuvre d'art, de notre œuvre, toutes préoccupations épisodiques (2).

Pourtant un certain nombre d'occasions de s'engager s'étaient présentées à lui. Dans cette même lettre à Jean Schlumberger, il évoque par exemple l'indignation qui l'avait saisi lors de ses premiers voyages en Afrique du Nord, en découvrant certaines méthodes de l'exploitation coloniale :

Mais quoi ! ce n'était pas là *ma partie*. Je me serais cru déshonoré, en tant qu'artiste, si j'avais prêté ma plume à de si vulgaires soucis (3).

Lorsque, après la publication des *Déracinés*, il s'était défini comme « l'anti-Barrès » et s'était fait le chantre du nomadisme, du déracinement, de la disponibilité, il n'avait pas conscience que certaines déclarations polémiques en faveur d'un certain nietzschéisme social (4) lui fassent quitter le domaine proprement littéraire. Lorsque, bientôt après, le *J'accuse* de Zola somme les consciences de se définir par rapport à l'Affaire Dreyfus — signant ainsi l'acte de baptême du nom d'*intellectuel* —, Gide se range aussitôt du côté de Zola, pour la justice, contre certains de ses amis comme Paul Valéry. De Rome où il se trouve alors, il envoie à *L'Aurore* son nom, et signe le *Manifeste des Intellectuels* à côté de milliers d'autres comme Léon Blum, Mallarmé, Marcel Proust et Marcel Drouin. Mais cette adhésion de principe ne suscite chez lui aucun engagement véritable, par

---

(2) Lettre de Gide à J. Schlumberger, 1<sup>er</sup> mars 1935, citée dans *Littérature engagée*, Gallimard, 1950, p. 79-80.

(3) *Ibid.*, p. 80.

(4) Par exemple : « J'aime (pardonne-moi) tout ce qui met l'homme en demeure, ou de périr, ou d'être grand. » « A propos des *Déracinés* », déc. 1897, repris dans *Prétextes*, Paris, Mercure de France, 1919, p. 56.

méfiance du politique. Bientôt, il déplore l'engagement partisan et les manipulations auxquelles il se prête :

Ce sont surtout les ennemis de la France (on le voit bien ici) qui applaudissent aux efforts de Zola, Scheurer-K. [estner], etc. C'est une triste chose de se mettre de leur côté — fût-ce au nom de la justice offensée. Ceux qui parlent en ce nom sincèrement sont, somme toute, assez rares — et, derrière eux, quelles redoutables factions se déguisent, couvrent leurs passions sous les beaux noms de dignité, honneur, justice, etc. (5).

Lorsqu'au lendemain de la Première Guerre mondiale, *La Nouvelle Revue Française* reprend sa publication, elle se trouve l'enjeu d'un important débat concernant un éventuel engagement politique et idéologique qu'il convient d'éclairer. Jacques Rivière, promu Directeur de la Revue, ouvre le 1<sup>er</sup> juin 1919 la Nouvelle Série par un long article-programme dans lequel il déclare notamment maintenir le principe d'une « revue désintéressée » contre toute tentation d'engagement partisan, parce que « l'art est l'art » :

Notre dessein est de travailler dans la mesure de nos moyens à faire cesser cette contrainte que la guerre exerce encore sur les intelligences, et dont elles ont tant de mal à se débarrasser toutes seules.

Cependant, sa profession de foi esthétique est gouvernée par les notions d'intelligence, d'œuvre critique et de classicisme :

Si nous voulons nous arracher à l'esclavage intellectuel où les événements tendraient à nous réduire, c'est essentiellement pour pouvoir manifester des convictions, des aspirations précises. [...] Nous accueillerons la revendication de l'intelligence qui cherche visiblement à reprendre ses droits en art (6).

On ne peut qu'être frappé par la répétition du mot *intelligence*. C'est qu'au même moment, l'Action Française crée le *Parti de l'Intelligence* en vue « d'organiser la défense de l'intelligence française » dont la tradition aurait été pervertie par un siècle d'influence allemande et de romantisme : « L'Intelligence nationale au service de l'intérêt national : tel est notre premier principe » (7). Or plu-

---

(5) Lettre de Gide à M. Drouin, 11 février 1898, citée par C. Martin, *La Maturité d'André Gide*, Paris, Klincksieck, 1977, p. 262.

(6) Jacques Rivière, « La Nouvelle Revue Française », *NRF*, n° 69, 1<sup>er</sup> juin 1919, p. 1-12.

(7) Cité par J. Rivière, « Le Parti de l'Intelligence », *NRF*, n° 72, 1<sup>er</sup> sept. 1919, p. 612-613. Le débat sur la nécessaire mobilisation des esprits conformément à une prétendue tradition française déborde largement le « Parti de l'Intel-

sieurs membres de l'équipe fondatrice de la *NRF* sont séduits par ce parti auquel Henri Ghéon donne même son adhésion (8). C'est pourquoi celui-ci, Schlumberger et Marcel Drouin, qui auraient souhaité que la *NRF* s'engageât résolument à ses côtés dans une tâche de redressement national, protestent vigoureusement contre la déclaration d'indépendance et de gratuité faite par Rivière sans concertation préalable. Le 3 juillet, une réunion de crise oppose les partisans du « politique d'abord » et ceux de la liberté souveraine de l'esprit.

Or Gide, depuis 1909 environ, avait adressé quelques coups de chapeau à l'Action Française, dans des relations privées, tout en récusant son étroitesse de vue partisane (9). En 1916, il avait été jusqu'à envoyer à Maurras un mandat *pour le meilleur usage*. Mais, malgré l'estime que Gide continue à nourrir pour les positions de l'Action Française, il se range aussitôt et sans partage du côté de Rivière et de Copeau, contre Ghéon, Schlumberger et Drouin (10). Bientôt il fait front contre Maurice Denis qui lui affirme : « Il est à ma connaissance que Dieu se sert de l'A[ction] F[rançaise] pour rétablir non seulement l'ordre français mais l'ordre chrétien » (11) :

Si donc j'avais à prendre position dans le débat, je ne le ferais pas de la manière qui pourrait vous satisfaire, car sans que nous en ayons d'abord parlé Rivière et moi, je pense sur ce point exactement comme lui [...] (12).

Ainsi Gide avait-il préservé l'indépendance de la Revue, moins par opposition idéologique que par un souci fondamental d'auto-

---

lignage ». On en trouve un témoignage représentatif dans l'article de tête de la livraison d'octobre de la *NRF* : Raymond Lenoir, « La Pensée française devant la guerre », *NRF*, n° 73, 1<sup>er</sup> octobre 1919, p. 641-669.

(8) Voir le débat public qui suivra, dans les notes de la *NRF* : J. Rivière, « Le Parti de l'Intelligence », *art. cit.*, p. 612-618 ; J. Schlumberger, « Sur le Parti de l'Intelligence », *NRF*, n° 73, 1<sup>er</sup> oct. 1919, p. 788-791 (« Si j'étais catholique, j'aurais signé le manifeste du Parti de l'Intelligence ») ; H. Ghéon, « Réflexions sur le rôle actuel de l'Intelligence Française », *NRF*, n° 74, 1<sup>er</sup> nov. 1919, p. 953-964 (« J'ai signé, et l'un des premiers le manifeste du *Parti de l'Intelligence*) ; J. Rivière, « Catholicisme et nationalisme », *ibid.*, p. 965-968.

(9) Voir A. Goulet, *Fiction et vie sociale dans l'œuvre d'André Gide*, Minard, « Bibl. des Lettres Modernes », 1985, p. 155-166.

(10) Sur cette réunion de crise des pères de la *NRF*, voir le *Journal* de Jacques Copeau, à la date du 1<sup>er</sup> au 5 juillet 1919 (inédit, cité partiellement par A. Goulet, *op. cit.*, p. 164-165, note 52) ; et *Cahiers André Gide*, n° 4 (cité CAG 4), *Les Cahiers de la Petite Dame*, Gallimard, 1973, p. 25 et 27.

(11) Lettre de M. Denis à A. Gide, 11 nov. 1919, inédite.

(12) Lettre d'A. Gide à M. Denis, 7 nov. 1919, inédite.

nomie de l'art. Alors que l'Action Française continue à rallier nombre d'*intellectuels* en lançant, en 1920, *La Revue Universelle*, dirigée par Jacques Bainville, pour « refaire l'esprit public en France par les voies de l'intelligence et tenter une fédération intellectuelle du monde par la pensée française », Gide refuse plus que jamais de se mettre au service d'une cause extérieure à lui, et proclame la singularité et l'indépendance de sa pensée en publiant ses *Morceaux choisis*. Comment donc le voyage au Congo a-t-il pu provoquer, quelques années plus tard, un revirement majeur de son attitude et une entrée remarquable dans les arènes de la politique ? Comment l'écrivain a-t-il pu s'associer à *La Trahison des clercs* que Benda déplorera en 1927 ?

\*

Et d'abord, pourquoi Gide se précipite-t-il au Congo après avoir achevé ses *Faux-monnayeurs*, en 1925 ? Il réalisait avant tout un ancien rêve de jeunesse, qui avait pris corps en entendant un vieil ami de la famille, le pasteur Élie Allégret, qui avait été missionnaire au Congo. L'occasion lui en est donnée lorsqu'au début des années 20, il fait la connaissance de Marcel de Coppet, administrateur des Colonies du Tchad, intime de Roger Martin du Gard et son futur gendre. En mai 1924, la décision est prise : il se rendra en A.E.F. en compagnie de Marc Allégret (fils d'Élie), et rejoindra Coppet à Fort-Archambault, au Tchad. Agé de cinquante-cinq ans, épris de Marc qui n'en a que vingt-quatre, terminant ses *Faux-monnayeurs* qui marquent le terme de sa quête du roman, Gide va chercher en Afrique une régénération personnelle et un renouvellement de son inspiration. Il se rend dans un continent encore sauvage, mystérieux, peu connu, un peu comme son Lafcadio fuyant l'Europe et sa civilisation pour supputer, à Bornéo, « les ressources d'une possible humanité » (13). Poussé par le démon de la pédérastie, il part à la recherche du plaisir sensuel, et plus encore d'un certain primitivisme, d'un naturel non encore gâté par la civilisation. C'est avant tout l'aventure exotique, les sociétés primitives et la forêt primaire, ainsi qu'un renouveau de son imaginaire d'homme et d'écrivain qu'il espère de son voyage.

Mais si, conformément à son éthique, Gide entend rester disponible, ouvert à la rencontre, il ne s'en est pas moins préparé au

---

(13) *Les Caves du Vatican*, in A. Gide, *Romans, récits...*, Pléiade, 1958, p. 823.

voyage. Il avait été fort touché par le livre de Conrad, *Cœur des Ténèbres*, qui présentait une peinture féroce de l'exploitation coloniale. Et bien des réflexions précédant son départ manifestent des préoccupations concernant la politique coloniale. Ainsi, en février 1925 :

Il se met ensuite à parler de son voyage, longuement, disant le mal qu'on a fait aux nègres sous prétexte de civilisation, ce qu'il y aurait peut-être à faire pour eux. Il a obtenu une sorte de mission du gouvernement, des rapports à faire, je ne sais quoi au juste (14).

De fait Gide avait demandé, avant de partir, au ministère des Colonies, un ordre de mission officiel, qui lui avait été accordé (15). Pour le ministère, il s'agissait de favoriser tout ce qui pouvait servir à la propagande de la colonisation française. De son côté, Gide pensait d'abord à faciliter le voyage grâce à un soutien logistique et sanitaire de l'administration. En particulier, la « mission officielle » conférait aux deux hommes la gratuité des transports, ce qui était considérable dans un pays privé de toute infrastructure. Mais qui sait si, de sa demande de mission, Gide n'attendait pas aussi une reconnaissance de son rôle et une autorité de sa parole ? Ce qui est sûr, c'est que, d'emblée, le voyage faisait l'objet d'une ambiguïté entre, d'une part, un désir de désocialisation et d'exotisme, d'autre part, un rôle de personnage officiel, de représentant de l'administration dont, bon gré mal gré, l'écrivain s'était investi. Dès avant son départ, il s'était entretenu avec Raphaël Antonetti, Gouverneur Général de l'A.E.F., ce qui ne pouvait qu'aiguïser son sens des responsabilités.

★

Comment, au cours de son voyage, Gide a-t-il été happé par le fait colonial, à son corps défendant ?

Débarqué à Brazzaville le 14 août 1925, il remonte bientôt en bateau le fleuve Congo. Il tient à pénétrer le plus possible une Afrique inconnue et primitive, et il est surtout sensible à une nature écrasante qu'il anime de ses désirs et de ses fantasmes. Au jour le jour, il note ses impressions dans son carnet de voyage, où alternent des notations ethnographiques, des observations de naturaliste, des

---

(14) *Les Cahiers de la Petite Dame*, CAG 4 (*op. cit.*), p. 214.

(15) Ce qui suit est tributaire d'une étude de Daniel Durosay, *Le Voyage au Congo et le livre-fantôme*, dont la publication a été différée au profit de la préparation d'une thèse de doctorat d'État sur le Voyage au Congo.

notes de lecture, des sensations, des anecdotes. Il est à la recherche de lui-même, de son rêve.

Après Bangui, le voyage se poursuit en automobile, à travers l'Oubangui-Chari. Les notations critiques sur les réalités coloniales se multiplient. Déjà à Brazzaville, dix jours après son arrivée, assistant à un procès, il écrit :

Moins le blanc est intelligent, plus le noir lui paraît bête (16).

Maintenant, il observe à quel point les indigènes se font exploiter lorsqu'ils vendent leur récolte de caoutchouc. Ainsi le 2 octobre, assistant à des enchères, il note qu'un commerçant achète la totalité de la récolte à 7,50 F le kg, alors qu'à Kinshassa le cours oscille entre 30 et 40 F :

Sitôt l'affaire conclue avec l'indigène, [les commerçants] se réunissent à huis clos dans une petite salle, où commencent d'autres enchères, dont ne profitera pas l'indigène, dont ils sauront se partager entre eux le bénéfice (17).

Pour la première fois, il songe à écrire un article pour dénoncer ces abus. Mais jusqu'au choc du 27 octobre, sa volonté d'intervention reste vague, même s'il recueille consciencieusement les faits dont il est témoin.

Le 27 octobre, le voilà brutalement arraché à son confort égotiste et au caractère purement documentaire de ses notes. Un chef indigène, Samba N'Goto, raconte à l'écrivain le massacre perpétré une semaine plus tôt, à Bodembéré, par un sergent noir désireux de punir une population réfractaire à un déplacement ordonné par l'administration : au total trente-deux personnes, hommes, femmes et enfants ont été fusillées, massacrées à la machette ou brûlées vives (18). Deux jours plus tard, Gide recevait une nouvelle confidence d'un autre chef de village : cette fois, ce n'était plus un employé subalterne, mais un administrateur de la Compagnie Forestière, Pacha, qui était impliqué. Parce qu'ils n'avaient pas ramené la quantité de caoutchouc exigée par le concessionnaire, une douzaine de récolteurs avaient été « condamnés à tourner autour de la factorie sous un soleil de plomb et porteurs de poutres de bois très pesantes.

---

(16) Cf. p. 692. Les références des citations extraites du *Voyage au Congo* et du *Retour du Tchad* sont celles de l'édition de la Pléiade (*Journal 1939-1949. Souvenirs*, 1954).

(17) Cf. p. 718-719.

(18) Cf. p. 736-738.

Des gardes, s'ils tombaient, les relevaient à coups de chicote (19) ». L'un des malheureux avait fini par s'écrouler, mort.

Ces révélations provoquent l'angoisse de Gide :

Désormais, une immense plainte m'habite ; je sais des choses dont je ne puis pas prendre mon parti. Quel démon m'a poussé en Afrique ? Qu'allais-je donc chercher dans ce pays ? J'étais tranquille. A présent je sais : je dois parler ?

Mais comment se faire écouter ? Jusqu'à présent, j'ai toujours parlé sans aucun souci qu'on m'entende, toujours écrit pour ceux de demain, avec le seul désir de durer. J'envie ces journalistes dont la voix porte aussitôt, quitte à s'éteindre sitôt ensuite (20).

Cette fois, il est saisi par une obligation morale à laquelle il ne peut échapper. Il a conscience de se trouver à un tournant de son existence : détourné de son métier d'écrivain, il lui faut devenir journaliste, témoigner au nom de la conscience universelle. Mais il se trouve aussi embarrassé : comment se faire entendre, être efficace ? Dans l'immédiat du moins, son voyage prend sens : il doit s'informer, mener son enquête :

Je veux passer dans la coulisse, de l'autre côté du décor, connaître enfin ce qui se cache, cela fût-il affreux.

Il doit également rédiger un premier rapport, destiné au Gouverneur Général intérimaire Alfassa, qui dirige la colonie en l'absence d'Antonetti.

Dans cette lettre du 6 novembre, Gide relate de façon circonstanciée les divers crimes qui lui ont été rapportés et dont il a pu vérifier l'exactitude, mais ses conclusions débordent les faits pour mettre en cause les méthodes et les responsabilités de la Compagnie Forestière : emprisonnement systématique des indigènes dont la récolte est jugée insuffisante ; travaux routiers coûteux en vies humaines, conçus pour le seul usage de l'agent local de la Compagnie ; portage exigé des femmes et des enfants ; paiement insuffisant du caoutchouc (21).

Ainsi Gide a-t-il commencé à justifier une mission officielle qui n'était d'abord que de complaisance. La quête de l'exotisme fait place à l'enquête sur les injustices. Les préoccupations égotistes sont de plus en plus supplantées par le souci de prêter sa voix à autrui.

L'écrivain poursuit son voyage, mais son regard s'est modifié : il

---

(19) Cf. p. 741.

(20) Cf. p. 745.

(21) Cf. p. 1010-1014.



amasse à chaque étape les renseignements, enquête, sans échapper toutefois à l'ambiguïté de sa situation. Lorsqu'il fait part de son projet de lettre au ministre, on lui objecte qu'il va compromettre la réputation de l'administration coloniale en montant en épingle des faits qu'on prétend exceptionnels. Gide attend donc, pour intervenir publiquement, mais multiplie cependant les cris d'alerte dans ses lettres à ses amis de France : Jean Schlumberger, Roger Martin du Gard, Marcel Drouin entre autres. Il écrit aussi à M. Poissenot, Directeur Général de la Compagnie Forestière à Brazzaville, pour lui faire part de ses intentions, et adresse une copie à M. Weber, Directeur à Paris : « je vais me trouver amené à faire usage des notes que j'ai prises en cours de route » (22), prévient-il. Par cet engagement, la lutte politique était virtuellement ouverte.

A Noël, Gide rejoint Coppet à Fort-Archambault. Voici de quelle manière celui-ci rapporte leurs premières conversations à Martin du Gard :

Gide ne s'occupe plus que de politique indigène, d'administration, de questions économiques, etc. Tout cela le passionne et dans tout cela après notre conversation d'hier au soir il me paraît déjà voir très clair. Ce qui surprend chez un artiste comme lui, c'est ce souci de la vérité, de l'exactitude des renseignements qu'on lui donne. C'est une tournure d'esprit scientifique que je ne lui connaissais pas. [...] Gide se fout complètement de plaire ou de déplaire à Antonetti. « Je suis décidé, m'a-t-il dit, à manger le morceau. » Nous aurons donc sans doute un nouveau scandale colonial lancé par Gide. Ce peut être passionnant (23).

Coppet encourage Gide à faire éclater les scandales et, pour la première fois, l'écrivain se sent « entraîné à écrire un important livre sur cette colonie » (24). Coppet « m'y pousse et m'y aide », ajoute-t-il, mais en même temps il craint que le livre n'ait pas la portée souhaitée et il ressent cette embardée politique comme un détournement de sa véritable vocation : « j'ai peur d'y consacrer le bois que je réservais pour d'autres flèches ». En proie à ses tourments intérieurs concernant la ligne à suivre, il continue à interroger, à écouter, à prendre des notes.

Dans une lettre au Gouverneur Général Antonetti, en février

---

(22) Cf. p. 1015.

(23) Lettre de Marcel de Coppet à Roger Martin du Gard, 26 déc. 1925, in André Gide - Roger Martin du Gard, *Correspondance*, Gallimard, 1968, t. 1, p. 675.

(24) Lettre de Gide à Roger Martin du Gard, 29 déc. 1925, *ibid.*, p. 280.

1926, il évoque à nouveau son projet d'écrire un livre, tout en restant évasif sur son contenu. Sans doute Coppet lui a-t-il précisé les positions respectives concernant la politique coloniale. Antonetti serait un technocrate, dont l'objectif prioritaire, conformément à la politique gouvernementale, est le développement économique des colonies, assuré au moindre coût. D'où le recours massif au travail forcé, en particulier pour la construction du chemin de fer Congo-Océan, « effroyable consommateur de vies humaines » (25). De son côté Coppet, en humaniste, entend rester fidèle aux idéaux premiers qui justifiaient la colonisation : apporter les bienfaits de la civilisation à un monde primitif. Gide est-il donc condamné à instruire le procès d'une gestion néfaste qui aurait dévoyé la noble cause de la colonisation ?

Mais après le départ de Gide de Fort-Lamy, Antonetti passe à son tour quelques jours auprès de Coppet, en mars 1926. Sentant venir le vent et désireux de détourner les coups, le Gouverneur Général affirme que les faits rapportés par Gide sont des accidents regrettables, mais qui ne mettent pas en cause le fonctionnement de sa propre administration. En revanche, il faut combattre le régime des grandes concessions coloniales qui livre des populations entières aux mains des intérêts privés. Ainsi veut-il se concilier Gide pour affermir les pouvoirs officiels et démanteler ceux des Grandes Compagnies. Ce faisant il fournit indirectement à Gide l'orientation de son futur combat.

Le voyage de Gide et Marc Allégret se poursuit à travers le Tchad, puis le Cameroun, jusqu'en mai 1926. Restant dans l'expectative sur la forme et le contenu du livre à venir, Gide continue à engranger ses notes et à écrire des lettres, mais il diffère encore toute manifestation publique. Enfin le 31 mai, après dix mois d'un périple éprouvant, il regagne Bordeaux.

\*

En dépit de son état de fatigue extrême, Gide songe avant tout à s'acquitter de sa mission. La « Petite Dame » qui l'accueille à Bordeaux note : « Il a aussi sur les bras le classement, la mise au point de toutes les observations qu'ils firent là-bas, et il croit que cela va l'entraîner à beaucoup de polémiques. L'incident à quoi se rattache

---

(25) Cf. p. 817.

la lettre au Gouverneur n'est qu'une faible partie de tout ce qu'ils ont à dire (26). »

Rentré à Paris, Gide explique son programme, dans une lettre à Dorothy Bussy :

Pour un temps je vais être accaparé par la mise au point de mes notes, rapport au ministre, communication à la Société de Géographie, et, sur la demande de Hanotaux (que j'ai revu, avec qui je suis au mieux, etc.) « lecture » à l'Académie des sciences coloniales — etc. Les documents que je rapporte vont achever d'indisposer contre moi mes contemporains ; je suis averti qu'on va tenter de m'empêcher de parler, ou de discréditer ma parole. Le ministre, heureusement, me semble intelligent et plein de zèle ; il se dit soucieux de connaître la vérité ; j'espère que ce n'est pas pour mieux l'étouffer ensuite (27).

Les deux premiers points du programme vont s'avérer plus difficiles que prévu à réaliser. La rédaction du rapport au ministre des Colonies est malaisée et ne sera achevée que le 6 juillet. Non seulement Gide n'est plus sur son terrain, non seulement il sait qu'il est miné, mais surtout il reste hésitant sur le parti à prendre et le point de vue à adopter. Aussi, renonçant à présenter un document de synthèse, il finit par se résigner à accumuler les griefs particuliers rendant mieux compte de son expérience, tout en protestant de son loyalisme à l'égard de la politique coloniale. Du moins refusait-il nettement le rôle de propagandiste, et multipliait-il les dénonciations, tant des abus des Compagnies privées que des insuffisances de l'administration : dénuement sanitaire, carences à l'échelon local, arbitraire au niveau central, méthodes de recrutement de la main-d'œuvre, mauvaise organisation des chantiers, brutalités dans la levée des impôts.

Ayant ainsi mesuré les limites de sa documentation, et le caractère irrémédiablement parcellaire de ses notes, Gide opte pour la forme du Journal de voyage pour alerter l'opinion. Ainsi pourra-t-il, renonçant à toute démarche systématique, non seulement faire état de son expérience, mais encore restituer son point de vue et la progression de ses découvertes. En outre, s'engageant dans un combat qu'il devine long et difficile, il pourra ménager ses documents et ses effets, en commençant par ne publier qu'une partie de sa relation de voyage : ce sera *Voyage au Congo*, remaniement et mise au point de

---

(26) *CAG 4, op. cit.*, p. 251.

(27) Lettre de Gide à Dorothy Bussy [juin 1926], *Cahiers André Gide*, n° 10, Gallimard, 1981, p. 55-56.

ses carnets de route jusqu'à la date du départ de Fort-Lamy, le 20 février. La prépublication de l'ouvrage s'échelonne, dans *La Nouvelle Revue Française*, du 1<sup>er</sup> novembre 1926 au 1<sup>er</sup> avril 1927, et le volume paraîtra en juin 1927.

Pour apprécier son retentissement, il est nécessaire de le replacer dans le cadre d'une campagne politique à laquelle Gide finit par prendre une part déterminante. Dès 1925, une polémique s'était amorcée dans la presse au sujet de la mortalité sur le chantier du chemin de fer Congo-Océan, et le 15 juillet 1926, le député socialiste Henry Fontanier fait une première interpellation à la Chambre des députés sur cette question. Le 1<sup>er</sup> décembre, le même député intervient à nouveau au cours de la discussion du budget des Colonies, pour dénoncer la mortalité indigène en A.E.F. Le ministre, Léon Perrier, s'émeut et rappelle à Paris le Gouverneur Antonetti pour demande d'éclaircissements. Ainsi la campagne qui s'amorce est-elle dirigée essentiellement contre l'administration coloniale, alors que Gide s'est finalement décidé, sous la pression de Coppet et d'Antonetti, à concentrer ses critiques contre les Compagnies concessionnaires.

Vers la fin de novembre, il écrit à Albert Thomas, Directeur général du Bureau International du Travail à Genève, qui a été saisi de la question du travail forcé dans les colonies. Socialiste, ami de Léon Blum, Albert Thomas était décidé à mettre un terme aux exploitations sauvages des colonies. C'est pourquoi il accueille très favorablement les documents et témoignages que Gide lui adresse et, les lui retournant le 14 décembre, il l'encourage à l'action :

Je les ai lus. Il faut que tout cela soit publié, proclamé et maintenu contre toutes attaques. [...]

J'ai commencé de vous lire dans la *Nouvelle Revue Française*. [...]

Dès maintenant, je veux simplement vous renouveler l'assurance que s'il y a bataille, je m'y lancerai avec vous avec joie (28).

La bataille va pouvoir en effet commencer. Sentant venir le vent, *L'Illustration* publie, dans son numéro du 18 décembre, en guise de contre-feu, un article intitulé *La vie moderne dans le Centre-Afrique*, qui présente à sa manière le voyage de Gide. Photos et commentaires sont orientés, célébrant les bienfaits de la colonisation et présentant Gide dans ses fonctions officielles, de façon à compromettre

---

(28) Lettre d'Albert Thomas à André Gide, 14 décembre 1926, citée par Z.H. Lévy, « Lettres inédites d'Albert Thomas à André Gide », *BAAG*, n° 67, juillet 1985, p. 66-67.

son témoignage (29). Peine perdue : lorsque la livraison de janvier de la *NRF* relate le massacre des trente-deux personnes de Bodembéré et les sévices de Bambio (le « bal » des porteurs de poutres), la presse s'émeut et réagit. Pas à pas, livraison après livraison, Gide infléchit son récit d'une expérience individuelle vers des considérations sociales et politiques, qui mettent en cause essentiellement les privilèges et les modes d'exploitation scandaleuse des Compagnies concessionnaires. La C.F.S.O. (Compagnie Forestière Sangha-Oubangui) se trouve la principale visée, puisque c'est surtout son territoire qu'avait parcouru Gide, ce sont ses pratiques qu'il avait constatées, mais bien d'autres en A.E.F. se livraient à une semblable économie de pillage et à une exploitation brutale des indigènes. Constatant qu'elles avaient des appuis dans la presse, l'administration, ainsi qu'au Parlement, Gide voulait non seulement alerter l'opinion publique, mais cherchait aussi le soutien des organisations internationales et tentait de conforter leur action. C'est ainsi que le débat se trouve engagé sur quatre fronts : celui de l'opinion et de la presse, celui de l'administration, du Parlement, des instances internationales enfin, par l'intermédiaire du B.I.T. A son corps défendant mais décidé à parler quoi qu'il lui en coûte, Gide est entré dans la sphère politique : l'écrivain est devenu un *intellectuel*.

Ses témoignages avaient donc été les bienvenus à Genève où l'on tentait de mettre sur pied un appareil de surveillance internationale du travail indigène, mais la machine était lourde. En juillet 1927 s'y tient la première session de la Commission des experts du travail indigène du B.I.T., au cours de laquelle Gide est cité à plusieurs reprises. Thomas lui écrit :

Fontaine (30) vous a-t-il conté que certain industriel français avait trouvé déplaisant que nous fissions usage de vos témoignages dans nos discussions officielles ? La vérité est que notre petite Section du Travail Indigène, aussi bien nos amis anglais que nos français, vous ont lu avec passion, et que nous sommes décidés, pour notre modeste part, à tout faire pour supprimer les abus que vous avez signalés (31).

Ainsi Gide se trouve donc entraîné dans une campagne internationale contre certaines pratiques de la colonisation française.

---

(29) Voir A. Goulet, « Le Voyage en A.E.F. dans *L'Illustration* », *ibid.*, p. 31-58.

(30) Arthur Fontaine, ami de longue date de Gide, était Président du Conseil d'Administration du B.I.T.

(31) Lettre d'A. Thomas à Gide, 17 février 1928, *BAAG*, n° 67, p. 67-68.

Il prend aussi contact avec Blum et d'autres personnalités de cette « République des professeurs » pour constituer un réseau de combat efficace. Ainsi s'explique l'écho rencontré par le *Voyage au Congo* au moment de sa publication en volume. En particulier dans *Le Populaire*, Blum orchestre sa lecture par une série d'articles qui entraînent une polémique avec J. Weber, Directeur de la Compagnie Forestière (32), puis avec E. Julia, du *Temps*, journal lié aux Compagnies concessionnaires. Au même moment la Ligue des Droits de l'homme lance une campagne contre le renouvellement des concessions coloniales : Gide et Marc Allégret déposent le 9 juin 1927 devant son Comité central.

N'oublions pas non plus que Marc Allégret avait été le photographe et le cinéaste de l'expédition, et qu'il avait rapporté un film de reportage, intitulé lui aussi *Voyage au Congo*. Ce film, après une série de projections privées au début du printemps, est présenté au Vieux-Colombier et à la Maison des Missions protestantes au début de l'été 1927, provoquant le scandale. Après un passage de deux mois dans une salle du Boulevard des Italiens, il verra sa carrière commerciale interrompre pour toujours.

A la Chambre des députés, le 7 juillet, les socialistes Nouvelle et Piquemal provoquent un nouveau débat parlementaire contre les méthodes coloniales et invoquent le témoignage de Gide. Le ministre des Colonies est malmené mais esquive le débat. Celui-ci sera repris en novembre, à l'occasion du vote du budget des Colonies, et Fontanier cite le *Voyage au Congo*. Cette fois, le ministre donne à la Chambre l'assurance que les grandes concessions ne seront pas renouvelées « dans leur état initial ». En fait la mesure ne pouvait trouver d'application réelle qu'à partir de 1929, après expiration des contrats, ce qui entraîne un redoublement d'activité des milieux coloniaux pour empêcher la mise en œuvre de cette promesse.

Pendant ce temps, Gide poursuit sa tâche en mettant au point *Le Retour du Tchad* qui devait préciser ses accusations. Mais parallèlement, il prépare une nouvelle bombe, un article de fond qui sera comme l'avatar du grand livre qu'il avait médité, *La Détresse de notre Afrique Équatoriale*, qui paraît dans *La Revue de Paris* du 15 octobre 1927 (33). Il ne s'y attaquait plus seulement aux Compagnies con-

---

(32) Articles de Blum des 5, 7, 11, 20, 25, 26 et 27 juillet 1927 dans *Le Populaire*. La lettre de M. Weber, du 12 juillet, a été reproduite par Gide en Appendice au *Retour du Tchad*, p. 1017-1028.

(33) Cet article est reproduit dans l'Appendice du *Retour du Tchad*, p. 1029-1040.

cessionnaires, mais dénonçait aussi les « sacrifices cruels » imposés par la construction du chemin de fer Congo-Océan et les responsabilités de l'administration. Les scandales locaux ne sont pas de malheureux accidents. « C'est à Paris d'abord qu'est le mal (34) ». proclame-t-il. Cependant, il n'en continue pas moins à protester de sa fidélité au principe de la colonisation :

Car tout au contraire de ce que certains ont pu dire, ce n'est nullement contre l'administration que je m'élève ; je ne déplore que son impuissance en face de ces maux que je signale ; et cet article n'a d'autre but que de tâcher de lui prêter main-forte (35).

Il faut sans doute y voir plus qu'un témoignage de reconnaissance pour certains fonctionnaires qui l'avaient reçu. Jusque-là, Gide entend dénoncer des abus sans vouloir remettre en cause les principes mêmes de la colonisation. En outre il estime que priorité doit être donnée à la mise au pas des compagnies concessionnaires et juge donc préférable de ne pas s'aliéner l'administration.

La publication du *Retour du Tchad* relance la polémique et fait progresser le débat. Après une publication partielle échelonnée dans la *NRF* du 1<sup>er</sup> décembre 1927 au 1<sup>er</sup> février 1928, le volume est mis en vente en avril 1928. Pour obliger le Gouvernement à tenir ses promesses, Gide enfonce le clou, notamment par un volumineux *Appendice* qui présente une série de documents groupant le tir contre les Compagnies concessionnaires : lettres, articles, notes, enfin commentaire circonstancié de la séance parlementaire du 23 novembre qui se termine par ces mots :

Si excellentes que soient les décisions dont [le ministre] nous fait part, le mal ne cessera que lorsque ces grandes privilégiées lâcheront prise — que lorsqu'on leur aura fait lâcher prise (36).

Le livre est aussitôt envoyé à tous les hommes politiques concernés par le ministère des Colonies, à commencer par le Ministre lui-même. Gide n'hésite pas à alerter aussi tous ceux qui peuvent Anna de Noailles contient, le 18 avril 1928, ce vibrant appel resté sans réponse :

[...] Je ne désespère pas de vous voir vous indigner avec moi pour cette cause que j'expose de mon mieux, c'est-à-dire impersonnellement, dans l'*Appendice* de ce volume : *Le Retour du Tchad*, où, avant-hier, j'inscrivis en tremblant votre nom, et qui vous sera sans doute

---

(34) Cf. p. 1031.

(35) Cf. p. 1032.

(36) Cf. p. 1042.

parvenu. Me permettez-vous, tout amicalement, d'appeler votre attention sur cet *Appendice*, et de vous prier, malgré son apparente aridité, de le lire avec soin. Il ne se peut que vous n'en soyez point émue. Les formidables puissances d'argent font tout pour étouffer ma voix, que je prête à un peuple d'esclaves ; mais déjà quel réconfort pour moi si je sens que *vous* du moins vous consentez à l'entendre (37).

Pour soutenir son action, il s'entretient avec Victor Basch, Président de la Ligue des Droits de l'homme, présente le film de Marc Allégret à Bruxelles par une longue conférence, reprend contact avec le B.I.T. de Genève où l'on élabore le Rapport préparatoire à la Conférence Internationale du Travail sur le travail forcé. De plus en plus, Gide prend la mesure des forces qui lui sont hostiles et comprend qu'il n'obtiendra rien du Gouvernement français qu'en faisant pression de l'extérieur. Il s'en explique à Roger Martin du Gard :

Je comprends qu'il soit insupportable au Ministère de voir la Suisse (S.D.N.) ou ne fût-ce que simplement la Ligue des Droits de l'Homme, mettre son nez dans des affaires qu'il considère, hélas, comme d'ordre privé, mais, je crois de plus en plus que pour la question des concessions l'on n'obtiendra rien du Gouvernement, sans une intervention de leur part (j'entends de la part de la S.D.N. ou de la Ligue des Droits de l'Homme) (38).

De ce fait, Gide est de plus en plus accusé par la presse de droite de comportement anti-français, et l'on ne lésine par sur les moyens de discréditer son témoignage. Par exemple, un dénommé Dambrus, dans *Paris-Midi*, commence ainsi son article intitulé *La Case de l'oncle Gide* :

Nul n'ignore que M. André Gide s'est fait offrir par *la Princesse* un petit voyage d'agrément en Afrique Équatoriale : il a poussé jusqu'au Tchad, à seule fin apparente de chasser les papillons, étudier le *Second Faust*, éreinter *Britannicus* et comparer les phacochères à Henri Béraud. Tout cela, il l'a conté, fort agréablement d'ailleurs, dans le *Voyage au Congo* et *Le Retour du Tchad*. Tout cela, et quelques petites choses autour. Mais il a une façon de conter ces choses... (39).

---

(37) Lettre de Gide à A. de Noailles, 18 avril 1928, in A. Gide — A. de Noailles, *Correspondance*, Centre d'Études Gidiennes, Univ. Lyon II, 1986, p. 27.

(38) Lettre de Gide à R. Martin du Gard, 31 mai 1928, *op. cit.*, p. 347.

(39) Ch. Dambrus, « La Case de l'oncle Gide », *Paris-Midi*, 12 juillet 1928, p. 2 (reproduit dans *BAAG*, n° 58, avril 1983, p. 239-241). On trouvera des éléments du Dossier de Presse du *Voyage au Congo* dans *BAAG* n° 58, p. 239-249 ; n° 59, p. 425-429 ; n° 60, p. 529-533 ; n° 65, p. 128-141.



Ce prélude est suivi d'allusions supposées piquantes aux mœurs de Gide et de ses compagnons : le « Corygdon » emmené en voyage et le boy Adoum. Pas un mot naturellement sur les critiques politiques et sociales, pas plus que dans le feuilleton de Paul Souday, dans *Le Temps*. La seule question que se pose ce supposé grand critique, après sa lecture du *Voyage au Congo* et du *Retour du Tchad*, c'est de savoir pourquoi Gide est allé là-bas, puisqu' « il n'y a rien à voir en Afrique centrale... Gide avoue sa fatigue et, à la longue, son incuriosité. Pour se désennuyer, il lisait (40) ». C'est tout, le tour est joué : il n'y a pas de question coloniale. Lorsque cependant la question est incontournable, on s'y prend comme Weber, Directeur de la Compagnie Forestière, qui prétendait désamorcer la campagne de Blum en remettant les choses au point : certes, il ne s'agissait pas de mettre en question la bonne foi de Gide, mais de souligner « la légèreté et la crédulité dont il a fait preuve en édifiant son réquisitoire sur les dires, acceptés sans contrôle, de deux repris de justice (41) », « la parodie d'enquête qu'il s'est à lui-même donné mandat de conduire » n'est que « vision de poète » (42). Bref, Gide serait donc un illuminé, un naïf victime d'une « première impression toute impulsive » (43).

Tout est donc mis en œuvre pour étouffer la voix de Gide : l'ironie, la mauvaise foi, le silence ou la contre-attaque. C'est ainsi que François de Wedel et le Comité des Forges prenant le contrôle du *Temps* lancent, au début de 1929, une série de reportages sur l'A.E.F. pour justifier le régime des concessions. Les combats se prolongent donc, féroces mais feutrés. Tandis que les puissances colonialistes défendent avec vigueur leurs positions, Gide, après *Le Retour du Tchad*, a épuisé ses munitions et n'a plus rien de neuf à publier sur la question. Il ne lui reste qu'à inciter les hommes politiques à l'action, ce qu'il fait à nouveau en adressant, en juin 1929, à ceux d'entre eux qui étaient susceptibles de soutenir sa cause, un exemplaire de la nouvelle édition du *Voyage au Congo* et du *Retour du Tchad*, de luxe, accompagnée de soixante-quatre photos de Marc Allégret.

★

Même si les résultats de la campagne sont peu spectaculaires, il faut souligner que Gide y a joué un rôle décisif, comme en témoigne

---

(40) *Le Temps*, 19 avril 1928, cité dans *BAAG*, n° 58, p. 241-244.

(41) Cf. p. 1018.

(42) Cf. p. 1020.

(43) Cf. p. 1028.

la lettre que Poincaré en personne, alors Président du Conseil, lui adresse pour le remercier de l'envoi de la grande édition de son livre qui « n'a pas été sans influencer les décisions de la Chambre à propos des choses coloniales » (44).

Dès 1927-1928, des réformes ont permis l'amélioration des conditions de travail et d'hygiène sur le chantier Congo-Océan, sans pourtant le mettre à l'abri de critiques ultérieures, car la mortalité y restera élevée. Sur la question des concessions, les résultats restent mitigés : au lieu de les supprimer, le ministère négocie, à l'expiration des contrats, de nouvelles conventions avec chacune des compagnies : les contrôles administratifs sont renforcés, mais les Compagnies préservent l'essentiel de leurs intérêts.

Sur le plan international, en 1929, la Conférence Internationale du Travail consacrée au travail forcé met la France en accusation, ce qui provoque des réactions politiques, au Parlement et dans la presse. Cependant l'année suivante une Convention internationale sur le travail forcé est adoptée, mettant la France en minorité. Même s'il faudra attendre le gouvernement du Front populaire pour la ratifier, en 1937, le ministre des Colonies se voit contraint de publier, dès 1930, un décret réglant le travail public obligatoire aux colonies.

Le combat n'a donc pas été vain, mais le caractère limité des résultats a contribué à hâter l'évolution politique de Gide, en mettant en évidence les limites du réformisme. A son retour, il voulait dénoncer des abus sans s'opposer au régime colonial dont il souhaitait qu'il retrouve sa mission d'assistance humanitaire. Mais se heurtant aux puissances d'argent, prenant conscience de leur collusion avec les milieux politiques et journalistiques, il en est venu à souhaiter un progrès plus radical. C'est ainsi qu'en mai 1931, il écrira dans son *Journal* :

[...] J'aimerais vivre assez pour voir le plan de la Russie réussir, et les États d'Europe contraints de s'incliner devant ce qu'ils s'obstinaient à méconnaître. [...] Tout mon cœur applaudit à cette gigantesque et pourtant toute humaine entreprise (45).

Plus tard, Gide soulignera nettement que cette prise de position en faveur de la révolution soviétique, rendue publique en 1932, résultait de son combat anticolonialiste :

---

(44) *Cahiers André Gide*, n° 5, Gallimard, 1974, p. 23 : La Petite Dame résume ainsi une lettre inédite de Poincaré à Gide du 22 juillet 1928.

(45) *Journal 1889-1939*, Gallimard, « Bibl. de la Pléiade », 1951, p. 1044.

Je n'étais nullement anticolonialiste en partant, et ce n'est pas en anticolonialiste que je dénonçai les abus dont je fus témoin. Oui, ce n'est que longtemps ensuite que j'en vins, par un enchaînement inéluctable, à rattacher ces abus particuliers à tout un déplorable ensemble, que je fus amené à comprendre qu'un système qui tolérait, qui protégeait, qui favorisait de tels abus, car il en profitait lui-même, était de fond en comble mauvais (46).

Ainsi le voyage en Afrique noire, conçu comme un saut dans l'inconnu, comme une régénération de l'esprit et du corps, pour le plaisir des sens, a été l'occasion d'un apprentissage politique. C'est en exerçant sa fonction critique individuelle, de façon indépendante, guidé par les seules valeurs morales, que Gide a rejoint peu à peu une critique collective concernant les mécanismes sociaux et politiques. C'est par devoir de parler au nom des grandes valeurs de la justice et de la liberté individuelle qu'il est devenu un *intellectuel* et, comme Zola, un *moment de la conscience humaine*.

Alain GOULET

*Université de Caen*

---

(46) Lettre de Gide à J. Schlumberger, 1<sup>er</sup> mars 1935, citée dans *Littérature engagée*, p. 81.

